

Deuxième journée de négociations à Québec

Les étudiants font une contre-offre

QUÉBEC — Une troisième journée de négociations sera nécessaire, aujourd'hui, avant qu'une entente ne survienne pour mettre fin au conflit étudiant, qui dure depuis près de quatre mois.

Peu avant 23 h, hier soir, les leaders des quatre grandes associations étudiantes ont brièvement rencontré les médias pour faire part de la nouvelle. Selon Léo Bureau-Blouin, de la FECQ, les associations étudiantes disent avoir soumis plusieurs scénarios, hier soir, et attendent des réponses aujourd'hui.

Selon Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de la CLASSE, l'allure des négociations vaut la peine de demeurer à la table, une opinion partagée par Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, qui a admis que la question des droits de scolarité avait fait l'objet de discussions.

Les négociations se sont poursuivies pour une deuxième journée, hier, à Québec, entre la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, et les leaders étudiants. Ils ont discuté de 13 h jusqu'à environ 23 h.

«Le gouvernement nous a donné des paramètres dans lesquels travailler, donc on a soumis des offres au gouvernement dans le cadre de ces paramètres-là», a déclaré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, au sortir de la séance vers l'heure du souper.

Elle et son collègue de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, ont refusé de commenter plus amplement la nature des paramètres fixés, comme il est d'usage dans cette ronde déterminante amorcée lundi et marquée du sceau de la confidentialité.

Les leaders étudiants s'attendaient à se faire proposer une offre «substantielle» du gouvernement qui devait notamment porter sur les droits de scolarité, selon leurs vœux.

À la reprise des négociations vers 20 h, le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a montré des signes d'optimisme. «Il y a déjà plus sur la table que ce qu'il y avait ce



PASCAL RATTHE, Le Soleil

Les leaders étudiants ont soumis plusieurs scénarios de sortie de crise au gouvernement du Québec, hier. Au sortir de la séance de négociation, tard hier soir, ils se sont montrés optimistes. Ils attendent des réponses de Québec aujourd'hui.

matin. Ça avance.»

Il a confirmé que les parties touchaient au nœud du problème, c'est-à-dire la hausse des droits de scolarité et les façons de l'atténuer. «C'est sur la table.»

Toutefois, il a ajouté que la loi 78, que la CLASSE voulait voir abrogée, ne fait pas partie des discussions.

«La grève porte sur les droits de scolarité. Pour nous, c'est déjà un très bon début.»

Les leaders optimistes

«Ce qu'on nous a dit qu'il y aura sur la table nous a satis-

faits, assez pour qu'on reste, a dit M. Nadeau-Dubois. Il y aura peut-être une offre, on l'espère, aujourd'hui ou demain. C'est pour ça qu'on a décidé de rester, parce qu'on croit qu'il est possible d'obtenir une offre.»

Il voyait d'ailleurs d'un «assez bon œil» la présence du premier ministre Jean Charest à la table des négociations à la première séance lundi.

Sans prévenir personne, M. Charest a causé la surprise, lundi, en se présentant en personne à la table de négociations avec les leaders étudiants, réunis dans une salle de l'édifice de

la Banque Nationale, près de la colline du parlement.

«La présence de M. Charest démontre que le gouvernement reconnaît l'ampleur de la crise actuelle, a dit M. Nadeau-Dubois. Cela vient peut-être également démontrer une certaine sincérité de la part du gouvernement envers le processus de négociations.»

Sa consœur de la FEUQ, Martine Desjardins, était plus sévère et critique, estimant notamment que le premier ministre avait passé un trop court moment avec eux à la table. «Il n'avait pas beaucoup de réponses aux

questions que nous avons à lui poser», a-t-elle commenté en point de presse, elle aussi, avant d'entreprendre la séance de négociations.

C'était la première fois en quatre mois que le premier ministre, malgré des demandes pressantes, acceptait de s'asseoir avec les étudiants pour discuter d'égal à égal.

«On a eu un échange sur plusieurs sujets et cela a été respectueux et courtis. C'est une nouvelle étape», a dit M. Charest, hier midi, lors d'un bref point de presse.

La Presse Canadienne

Le milieu touristique s'inquiète

MONTRÉAL — Les acteurs de l'industrie touristique montréalaise espèrent vivement que les négociations entre le gouvernement du Québec et les associations étudiantes permettront de désamorcer la crise avant le Grand Prix du Canada, le 10 juin.

«Je suis assez confiant que ça va bien se passer; mais on va attendre de voir ce qui arrive avec les négociations avant de s'inquiéter», a indiqué le vice-président de Tourisme Montréal, Pierre Bellerose.

L'adoption de la loi 78 le 18 mai

et, surtout, la diffusion internationale des images des manifestations qui ont mal tourné par la suite ont déjà entraîné des annulations de réservations dans des hôtels de la métropole.

Tourisme Montréal signale que les données du mois d'avril démontraient pourtant une augmentation de la clientèle par rapport au mois d'avril 2011, et ce, malgré les nombreuses manifestations qui se sont déroulées presque sans répit durant le mois dernier.

Cependant, au lendemain de l'adoption de la loi 78, le conflit

a dépassé la question étudiante et suscité l'intérêt des médias du monde entier, entraînant une réaction prévisible de la part de certains touristes.

M. Bellerose souligne toutefois que l'impact est encore marginal, «dans les 5 %», selon un estimé préliminaire. Il note toutefois que les images diffusées à travers le monde n'ont guère aidé la situation. «Une catégorie de gens sont craintifs parce qu'ils n'ont vu que le clip de 90 secondes où l'on voit des affrontements avec les policiers», dit-il.

La Presse Canadienne

» EN BREF

PETITES MANIFS À MONTRÉAL ET QUÉBEC

MONTRÉAL — Même si une certaine harmonie semblait régner à la table de négociations, la festive et pacifique cacophonie des casseroles a repris du service dans les rues de Montréal et ailleurs au Québec, hier soir, mais à moindre échelle. Quelque trois heures après que de violentes averses se soient abattues sur Montréal, causant des inondations et même la fermeture de certaines stations de métro, environ 200 personnes, plusieurs munies de leurs ustensiles préférés, se sont réunies à la place Émile-Gamelin pour la 36e marche nocturne consécutive. À l'instar de ce qui s'est produit au cours des derniers jours, la manifestation a été déclarée illégale vers 20 h 40, parce que les organisateurs n'ont pas fourni d'itinéraire. Mais elle était tolérée tant et aussi longtemps qu'aucun acte criminel n'était perpétré. Le portrait était semblable à Québec, bien que la manifestation ait été déclarée légale lorsque les responsables ont accepté de remettre leur trajet aux autorités policières. Puis, vers 21 h 30, quelques centaines manifestants ont bravé le froid, casseroles à la main, sont arrivés devant l'immeuble où se déroulaient les négociations.

La Presse Canadienne

LEDROIT, LE MERCREDI 30 MAI 2012

Frais de scolarité: où on tirerait la ligne

François Pouliot . les affaires.com . 29-05-2012

Tags : [Frais de scolarité](#), [Gouvernement](#), [Université](#)

BLOGUE. Les négociations sont amorcées entre le gouvernement du Québec et les associations étudiantes sur la hausse des frais de scolarité. Où doit-on tirer la ligne?

Le gouvernement a déposé en journée mardi une proposition. Qui a apparemment été suivie d'une contre-proposition des étudiants. Les détails ne sont pas connus.

Des échos de presse font cependant état que le gouvernement serait prêt à abaisser en partie les frais de scolarité, mais demanderait en contrepartie une renonciation aux crédits d'impôt afin que le coût d'une éventuelle entente soit nul par rapport à sa proposition initiale. Sans être un expert en fiscalité, si tel est le cas, il apparaît à première vue difficile de croire que l'on puisse en arriver à une entente de règlement sur cette base.

On a jonglé avec quelques calculs pour tenter de voir où pourrait se trouver une avenue de compromis acceptable et du domaine du raisonnable.

SUIVRE SUR TWITTER: [F POULIOT](#)

N'en déplaise à certains, le gel est inacceptable, et sans espoir de règlement. En s'y campant, les étudiants démoliraient leur cause. L'opinion publique n'y est pas favorable.

Indexer les frais de scolarité au coût de l'inflation (2%, la cible inflationniste de la Banque du Canada) donnerait une augmentation qui se situerait autour de 230 \$ par année au bout de cinq ans. Avec sa proposition, le gouvernement recherche plutôt une hausse de 1625\$ après cinq ans. On voit tout de suite que l'écart est trop important pour avoir des chances de succès.

Allons dans ce cas pour des frais de scolarité qui grimperaient sur la période (cinq ans) au double de l'inflation (4%). À terme, c'est 470\$ de plus par année pour les étudiants.

Le scénario n'apparaît pas déraisonnable en soit. Pour un baccalauréat de 4 ans, c'est moins de 2000\$ d'endettement supplémentaire, ce qui ne devrait pas faire peur à bien des étudiants. Le niveau de contribution peut se défendre dans une société qui fait consensus autour du fait que l'on reçoit notre formation à bon prix et qu'en contrepartie on accepte de contribuer plus tard par nos impôts à la formation de ceux qui nous suivent.

Malheureusement, il est douteux que la société fasse actuellement consensus sur ce niveau. À 470\$ de plus par année, on reste en outre encore à bonne distance du 1625\$ initialement demandé.

Le scénario de règlement

Le scénario de règlement

Indexons donc dans ce cas les frais au triple de l'inflation (6%). On arrive alors à quelque chose comme 735\$ de plus par année, ou 3000\$ de plus pour un baccalauréat de 4 ans. Le tout est encore et toujours à mettre en perspective avec le 1625\$ de plus par année, et 6000\$ d'endettement supplémentaire demandés par Québec.

Au terme des cinq années de l'entente, si on indexe ensuite au coût de l'inflation, c'est probablement ici que se trouve l'espace de règlement. Il s'agit d'un gros compromis de la part des étudiants. Ils donnent pas mal de lest sur les revendications initiales, et on peut se demander si la concession ne conduirait pas à un schisme parmi les associations. La concession est cependant aussi importante pour le gouvernement, qui laisse aller plus de la moitié de ce qu'il demandait.

Le modèle reste sauf dans ses principes.

Utopique?

» EN BREF

UN COMITÉ DEMANDE AU RECTEUR DE L'UQO DE DÉFENDRE UN PROFESSEUR ARRÊTÉ

Un comité créé pour soutenir le professeur Thibault Martin, arrêté pour entrave au travail des policiers lors des affrontements à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) le mois dernier, demande au recteur Jean Vaillancourt d'intervenir afin que les accusations soient abandonnées. Le Comité de soutien au professeur Thibault Martin s'est créé une page Facebook à laquelle près de 2300 internautes ont adhéré. «L'arrestation d'un professeur dans l'exercice de ses fonctions est un fait unique au Québec, affirme le comité dans un communiqué. Si les charges contre le professeur Martin ne sont pas retirées, cela constituera un précédent qui ouvrira une brèche dans la liberté académique.» Le comité réclame des «excuses publiques» de la part du recteur, du secrétaire général et du c.a. de l'UQO, «parce que son arrestation a porté atteinte à sa réputation».

LeDroit

GABRIEL NADEAU-DUBOIS PLAIDE NON COUPABLE À UNE ACCUSATION D'OUTRAGE AU TRIBUNAL

QUÉBEC — Le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a plaidé non coupable à une accusation d'outrage au tribunal, hier matin, à Québec. C'est un étudiant de l'Université Laval, Jean-François Morasse, qui est à l'origine de ce recours. M. Morasse soutient que le porte-parole de la CLASSE a incité les étudiants à ne pas respecter l'injonction qu'il avait obtenue pour assister à ses cours. Les propos reprochés à Gabriel Nadeau-Dubois ont été prononcés sur les ondes de RDI, le 13 mai. Il avait alors affirmé qu'il était légitime que des étudiants dressent des lignes de piquetage pour faire respecter les votes de grève et, conséquemment, empêcher ceux qui avaient obtenu des injonctions de pénétrer dans les salles de cours. L'avocat de Jean-François Morasse, Maxime Martel-Roy, a affirmé qu'il exigera une peine de prison si Gabriel Nadeau-Dubois est jugé coupable. La peine maximale en cette matière est d'un an.

La Presse Canadienne



Près de 1000 manifestants en soutien au conflit étudiant au Québec

La lutte se fait des deux côtés de la rivière

SIMON CREMER
scremer@ledroit.com

Des rues normalement paisibles d'Ottawa et de Gatineau ont ressemblé, pendant quelques heures, à celles de Montréal, hier soir, vibrant au rythme des manifestants.

Des centaines de personnes ont sorti affiches, drapeaux, tambours et casseroles pour dénoncer tant la hausse des frais de scolarité au Québec que la loi 78 rendant illégale toute manifestation de plus de 50 personnes qui n'est pas coordonnée avec la police. Les frais de scolarité en Ontario, les plus élevés au Canada, ont aussi été critiqués, mais l'événement était principalement organisé par «solidarité pour les étudiants québécois».

«À nous la rue! Charest dehors, on va te trouver du travail dans le Nord!» sont au nombre des slogans scandés par le cortège, qui comptait près de 700 personnes selon les estimations de certains protestataires.

Le regroupement, organisé conjointement par la Fédération des étudiants et étudiantes de l'Université d'Ottawa (FEUO) et divers syndicats de travailleurs



ETIENNE RANGER, LeDroit

Selon la Police de Gatineau, la manifestation pacifique d'hier a approché le cap des 1000 participants.

canadiens, s'est donné rendez-vous en début de soirée au parc de la Confédération, devant l'hôtel Lord Elgin. Baptisé Solidarité contre l'Austérité, il a suivi les rues Elgin, Somerset puis Bank, avant de descendre vers le marché By et prendre la direction du pont Alexandra.

Partout où les manifestants sont passés, les clients et serveurs des terrasses les regardaient, médu-

sés par l'imposante foule.

«Je n'ai jamais vu ça de ma vie, a dit le tenancier d'une pizzeria. En tout cas, s'ils ont faim, ils devraient revenir par ici!»

Arrivés à Gatineau, les manifestants se sont arrêtés devant le palais de justice, rue Laurier, puis ont trouvé de nombreux amateurs aux bars de la rue Laval. D'après la Police de Gatineau, la manifestation a approché le cap

des 1000 participants. Le groupe a ensuite pris le pont du Portage pour retourner vers Ottawa.

La marche s'est terminée à l'Université d'Ottawa, sans arrestations.

«C'est ce qu'on appelle la solidarité en action! a fait remarquer Denis Lemelin, représentant du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes.

«Partout au Québec et au

Canada, les rues nous appartiennent!»

Illégale, mais tolérée

Dès le départ du groupe, les manifestants ont été mis en garde contre les arrestations. Certains ont distribué des pamphlets expliquant la marche à suivre s'ils étaient arrêtés par les autorités. Bien que certains aient porté masque et lunettes, il n'y a pas eu de casse, d'un côté ou de l'autre de la rivière.

Une fois passé le pont Alexandra, le mouvement est devenu illégal, selon la loi 78. Mais pour la plupart des participants, des arrestations auraient été improbables et sans conséquence. «Ça ne me fait pas peur. On est trop de monde et on est pacifiques. Ils ne font des arrestations que si on bloque une entrée ou on fait du grabuge», a expliqué une étudiante du Cégep de l'Outaouais.

«La loi 78 est une tactique du gouvernement Charest pour casser le mouvement, mais ça ne marchera pas!» a lancé Anne-Marie Roy, vice-présidente aux communications de la FEUO.

«C'est une question de principe. Me faire arrêter, ça ne me fait pas peur. Ce que nous faisons, c'est plus important qu'une arrestation. Nous sommes ici par solidarité pour les étudiants de tout le Québec et d'ailleurs au Canada, et dans le monde», a renchéri un autre manifestant.

LEDROIT, LE MERCREDI 30 MAI 2012

PROMO**VENTE DE GARAGE****PETITE ANNONCE DE 3 LIGNES POUR 3 JOURS**

JEUDI • VENDREDI • SAMEDI (EN VIGUEUR JUSQU'AU 15 SEPTEMBRE 2012)

1499\$
TAXES EN SUS**613 562-0222**
petitesannonces@ledroit.com**LeDroit**

[Article précédent](#)[Article suivant](#)*30 mai 2012 | Le Droit | La Presse Canadienne*

Le nombre de jeunes enfants augmente

Un baby-boom du XXI^e siècle ? Pour la première fois en 50 ans, le nombre d'enfants de moins de quatre ans a augmenté au Canada.

Selon les chiffres du recensement 2011 de Statistique Canada dévoilés hier, la population dans ce groupe d'âge a augmenté de 11 % entre 2006 et 2011.

Il s'agit du plus haut taux de croissance enregistré pour les 0 à 4 ans depuis le baby-boom de l'après-guerre.

Ce nombre d'enfants qui n'ont pas encore l'âge de fréquenter l'école était en hausse dans toutes les provinces et territoires.

La raison pour cette augmentation soudaine de couches à changer ? Selon Statistique Canada, les principaux facteurs sont un plus grand nombre de femmes âgées de 20 à 34 ans dans la plupart des provinces, mais aussi une modeste hausse de la fécondité.

L'augmentation a été la plus forte en Alberta (20,9 %), suivie de la Saskatchewan (19,6 %) et du Québec (17,55 %).

Revirement au Québec

de situation en une quinzaine d'années.

Ainsi, 440 840 petits Québécois de moins de quatre ans ont été recensés en 2011.

Le taux de natalité n'était toutefois que de 1,74 enfant par Québécoise en 2009, soit en deçà du seuil de remplacement de la population de 2,1.

Mais il était quand même plus élevé que la moyenne canadienne de 1,67 enfant en 2009, soit la date où ces chiffres ont été compilés pour la dernière fois par Statistique Canada.

Québec a par le passé expliqué la hausse de sa natalité par ses politiques familiales favorables qui permettent notamment des congés plus longs que dans d'autres provinces lors de la naissance d'un enfant, ainsi que son programme de garderies subventionnées.

Il ne faisait toutefois pas partie du mandat de Statistique Canada de déterminer le pourquoi et le comment de ce petit baby-boom.

La directrice de la division de la démographie chez Statistique Canada, Johanne Denis, a toutefois noté que ces chiffres demeurent quand même très loin de ceux du baby-boom qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, alors que le taux de natalité était de quatre enfants par femme.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)[Article suivant](#)



Saviez-vous que...
Les nouvelles du Lézard peuvent être lues à partir de plusieurs autres sites! Ckoi.com ainsi que RadioActif.com ont les nouvelles du Lézard à partir de leur site.

Actualité

- » Accueil
- » Archives
- » Top Lézard
- » Fil de presse
- » Nouvelles au hasard
- » Affichez nos nouvelles
- » Rechercher

[XML](#)

Débat

» [Enchères] - Swoopo, "The most evil auction ever"

Interactif

- » Devenir un Lézard
- » Forums

Jeux

- » La liste des jeux
- Au hasard:



La Luge Extrême

Autres Sections

- » Antivirus
- » Dossiers Complets
- Le Lézard
- » LL en démarrage
- » Recommander LL
- » Contactez-nous
- » À propos du Lézard

Partenaires

- » Tous les partenaires



Le Lézard, c'est de l'actualité technologique, informatique, des sciences et d'Internet. Nos sections forums et jeux flash font également l'unanimité.

Soumettez la candidature d'une maman canadienne inspirante au titre de



de Walmart

Vous connaissez une maman formidable?
Soumettre sa candidature

Le Réseau lance sa nouvelle image de marque pour l'ère numérique

Gestion des membres

Solution de gestion interne pour organisation à profil associatif
www.ergonet.com

Annonces Google

OTTAWA, ONTARIO--(Marketwire - 29 mai 2012) - A son assemblée générale annuelle, le Réseau Education-Médias a dévoilé aujourd'hui son nouveau nom et un site Web entièrement renouvelé. Centre canadien d'éducation aux médias et de littératie numérique reconnu à l'échelle internationale, le Réseau s'appellera désormais "HabiloMédias".

"Nous avons choisi *HabiloMédias* parce que l'expression décrit succinctement l'essentiel de notre travail : développer les habiletés nécessaires pour aborder les médias avec esprit critique. Nous vivons dans un monde branché; les enfants utilisent tout un éventail d'appareils numériques et les adultes ont du mal à les suivre. Dans ces conditions, comment veiller à ce que nos enfants soient en sécurité tout en étant éclairés et informés? De la même manière que nous enseignons toutes sortes d'habiletés à nos enfants, nous devons aussi les aider à développer des habiletés dans le domaine des médias", a dit Cathy Wing, co-directrice exécutive d'*HabiloMédias*.

L'organisme sans but lucratif a vu le jour il y a 16 ans dans le cadre de la stratégie fédérale de lutte contre la violence. Il s'est développé pour devenir un chef de file mondial dans l'élaboration de ressources destinées à aider les jeunes à devenir des cybercitoyens avisés.

HabiloMédias a travaillé avec Brandworks de Toronto qui a gracieusement aidé l'organisme à se donner une nouvelle image, processus échelonné sur un an.

HabiloMédias (connu auparavant sous le nom de Réseau Education Médias) est un organisme canadien sans but lucratif, reconnu pour son expertise en littératie numérique et éducation aux médias. Il a pour objectif d'assurer que les jeunes aient une pensée critique qui leur permette d'utiliser les médias à titre de citoyens numériques actifs et éclairés. Les programmes d'*HabiloMédias* sont financés par des parrains, donateurs et partenaires, dont TELUS, Autorité canadienne pour les enregistrements Internet, Google, Bell, Shaw, Bell Media, ONF. www.habilomedias.ca

Les dernières nouvelles technologiques:

- Texter et marcher en sécurité
- Votre toutou Twitter
- Google va fermer le service Google Wave
- Un synthétiseur humain
- Les 22 villes pour Monopoly Canada
- Nouveau format vidéo par Google
- Google : la recherche encryptée approche
- Les Poissons d'Avril 2010
- Des enveloppes Google Maps?
- Le WePad: le iPad a de la concurrence ?



Sujet:

Nouveaux produits/services

Communiqué envoyé le 2012-05-29 10:30:01 et diffusé par:



Soumettez la candidature d'une maman canadienne inspirante au titre de



Vous connaissez une maman formidable?
Soumettre sa candidature

Médias numériques: les jeunes canadiens vivent dans «une cage de verre»



Marie Pier Lécuyer



Publié le 29 Mai 2012

Marie Pier Lécuyer 

Les jeunes canadiens se sentent constamment surveillés lorsqu'ils font usage des médias numériques et leurs parents vivent dans la peur et l'insécurité face au web. C'est ce qui ressort de la phase trois de l'enquête Jeunes Canadiens dans un monde branché réalisée par HabiloMédias.

Sujets : [Réseau Éducation-Médias](#) , [Centre canadien d'éducation aux médias](#) , [Université d'Ottawa](#) , [Ottawa](#) , [Toronto](#) , [Calgary](#)

Anciennement connu sous le nom Réseau Éducation-Médias, le Centre canadien d'éducation aux médias et de littératie numérique a profité du dévoilement des résultats de l'étude pancanadienne pour présenter sa nouvelle image.

Ce qui ressort de cette enquête pancanadienne, c'est que les enfants vivraient dans une cage de verre en raison de la peur et de la surveillance dont ils sont l'objet. D'un autre côté, les programmes de lutte contre la cyberintimidation seraient inefficaces.

Le rapport réalisé après l'enquête auprès de parents et enfants présente un virage drastique au sujet d'internet et une façon de penser totalement différente entre les adolescents et les adultes. «C'est le premier projet de son genre dans le monde», indique la docteure Valérie Steeves, chercheuse principale de cette enquête et professeure associée au département de criminologie de l'Université d'Ottawa.

Au terme de la troisième phase, une différence est ressortie entre les résultats en 2000 et ceux en 2011. Alors qu'au début de l'enquête les parents affirmaient qu'Internet étaient une source d'information utile, aujourd'hui la grande majorité soutient que le web engendre la peur. «Les parents ont si peur qu'ils surveillent leurs enfants à outrance et sont persuadés que l'espionnage des activités de leur enfant en ligne est devenu incontournable pour assurer leur bien-être et leur sécurité, comme le ferait tout bon parent», d'indiquer Cathy Wing, codirectrice exécutive d'HabiloMédias.

Après avoir effectué douze groupes de discussions à Ottawa, Toronto et Calgary, soit un total de 66 jeunes de 11 à 17 ans et 21 parents, les chercheurs remarquent que les parents vivent dans l'insécurité. Bien qu'ils craignent des menaces dirigées contre leurs enfants, ceux-ci ne sont par contre pas capables de préciser la nature de celles-ci, selon l'enquête. «Je vérifie tout, jusqu'à son téléphone cellulaire, absolument tout, tout, tout», indique une mère.

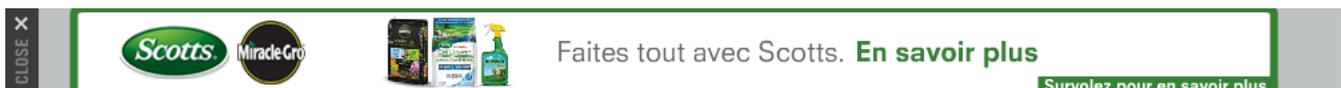
Et du côté des jeunes, ceux-ci affirment qu'internet n'a plus rien d'amusant car ils n'ont plus de vie privée. Trois étudiants d'Ottawa, de 11, 15 et 16 ans, Theo Etzinger, Natasha Iskayne et Alex Bernst étaient sur place lors du dévoilement des résultats, eux qui ont participé aux groupes de discussions. Et selon les jeunes panélistes, il est important de garder une partie de leur vie privée. Et tous se disent au courant des dangers qui peuvent être présents sur le web. Les jeunes participants déplorent aussi dans l'enquête que l'internet perd son côté amusant, étant donné qu'ils se sentent constamment surveillés en ligne par leurs parents. «Ce type de surveillance les dérangeant vraiment», d'indiquer Dr Steeves.

D'autre part, les enfants ne croient pas à l'efficacité des programmes de cyberintimidation. «Je ne vois pas comment répéter encore et encore les mêmes choses année après année pourraient aider», souligne Natasha Iskayne. Même son de cloche pour Alex Bernst.

Selon la docteur Valerie Steeves, cela montre que les jeunes connaissent les risques liés à l'internet. Au terme de l'enquête, il a d'ailleurs été démontré que les jeunes ne croient pas à l'efficacité des programmes de lutte contre l'intimidation. Ils disent avoir les compétences nécessaires pour résoudre les problèmes qui se posent à eux. Ils demandent d'ailleurs une plus grande confiance de la part des adultes.

En 2013, ces nouvelles découvertes vont servir de fondements à une nouvelle enquête canadienne qui sera menée auprès des jeunes.

Pour l'ensemble du rapport: www.habilomedias.ca





Saviez-vous que...
Les nouvelles du Lézard peuvent être lues à partir de plusieurs autres sites! Ckoi.com ainsi que RadioActif.com ont les nouvelles du Lézard à partir de leur site.

Actualité

- » Accueil
- » Archives
- » Top Lézard
- » Fil de presse
- » Nouvelles au hasard
- » Affichez nos nouvelles
- » Rechercher

[XML](#)

Débat

» [Enchères] - Swoopo, "The most evil auction ever"

Interactif

» Devenir un Lézard

» Forums

Jeux

» La liste des jeux

Au hasard:



La Luge Extrême

Autres Sections

- » Antivirus
- » Dossiers Complets
- Le Lézard
- » LL en démarrage
- » Recommander LL
- » Contactez-nous
- » À propos du Lézard

Partenaires

» Tous les partenaires



twitter



biz-affaire

Le Lézard, c'est de l'actualité technologique, informatique, des sciences et d'Internet. Nos sections forums et jeux flash font également l'unanimité.

Nouvelles découvertes tirées de notre enquête Jeunes Canadiens dans un monde branché

Google S'ENGAGE

Formation Google AdWords | Devenez expert marketing en ligne.

www.google.com/ads/engage

Annonces Google

OTTAWA, ONTARIO--(Marketwire - 29 mai 2012) - Dans le cadre d'une enquête pancanadienne, un nouveau rapport nous informe d'un virage drastique au sujet d'Internet et nous fait découvrir une dichotomie notoire entre parents et enfants. Le rapport, intitulé "Une discussion avec parents et jeunes à propos de la vie en ligne" s'inscrit dans la foulée d'une recherche longitudinale - Jeunes Canadiens dans un monde branché. Il s'agit de l'enquête la plus exhaustive jamais menée au Canada sur le rôle que joue Internet dans la vie de nos enfants. "Lorsque nous avons débuté notre cueillette d'information, en l'an 2 000, les adultes affirmaient qu'Internet était une source d'information utile. Aujourd'hui, la grande majorité est d'avis qu'Internet engendre la peur et représente une source de menaces méconnues pour leurs enfants", déclare Cathy Wing, codirectrice exécutive d'HabiloMédias, un organisme préalablement connu sous le nom de Réseau Education-Médias.

"Les parents ont si peur qu'ils surveillent leurs enfants à outrance et sont persuadés que l'espionnage des activités de leur enfant en ligne est devenu incontournable pour assurer leur bien-être et leur sécurité, comme le ferait tout bon parent", ajoute Madame Wing.

Pour les jeunes canadiens, Internet n'a plus rien d'amusant et la vie privée en ligne n'existe plus depuis une bonne dizaine d'années. Les enfants ont le sentiment de vivre dans une cage de verre, d'être sous étroite surveillance. De plus, ce rapport révèle qu'aux dires des élèves, les programmes de lutte contre la cyberintimidation sont inefficaces. Les enfants ont l'impression que les adultes, qui surveillent leurs moindres faits et gestes, exagèrent la gravité de la situation et perçoivent leurs moindres faits et gestes comme des comportements malsains. Par conséquent, les élèves ne cherchent pas à demander de l'aide auprès des enseignants. Ils préfèrent s'en remettre à leurs propres moyens de défense en ligne, comme ignorer ou bloquer les échanges indésirables.

Ces nouvelles découvertes serviront de fondements à une nouvelle enquête nationale qui sera menée auprès des jeunes en 2013. La recherche Jeunes Canadiens dans un monde branché : Une discussion avec parents et jeunes à propos de la vie en ligne a bénéficié de la contribution financière du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada. Pour consulter le rapport complet, cliquez sur www.habilomedias.ca.

Non seulement publions-nous ce nouveau rapport d'enquête mais nous divulguons également notre tout nouveau nom, HabiloMédias. "Ce nom traduit mieux ce que nous sommes : nous collaborons avec des enseignantes et enseignants, des parents et des élèves pour les aider à naviguer sur le Net en toute sécurité. Nous avons enseigné à la génération précédente comment être en sécurité dans la rue. Aujourd'hui, nous devons apprendre aux enfants à devenir des internautes avisés ou habilomédias", nous dit Jane Tallim, codirectrice exécutive d'HabiloMédias.

HabiloMédias (connu auparavant sous le nom de Réseau Education Médias) est un organisme canadien sans but lucratif, reconnu pour son expertise en littératie numérique et éducation aux médias. Il a pour objectif d'assurer que les jeunes aient une pensée critique qui leur permette d'utiliser les médias à titre de citoyens numériques actifs et éclairés. Les programmes d'HabiloMédias sont financés par des parrains, donateurs et partenaires, dont TELUS, Autorité canadienne pour les enregistrements Internet, Google, Bell, Shaw, Bell Media, ONF. www.habilomedias.ca

Les dernières nouvelles technologiques:

- Texter et marcher en sécurité
- Votre toutou Twitter
- Google va fermer le service Google Wave
- Un synthétiseur humain
- Les 22 villes pour Monopoly Canada
- Nouveau format vidéo par Google
- Google : la recherche cryptée approche
- Les Poissons d'Avril 2010
- Des enveloppes Google Maps?
- Le WePad: le iPad a de la concurrence ?

Sujet:

Nouveaux produits/services

Communiqué envoyé le 2012-05-29 10:30:01 et diffusé par:



[Article précédent](#)[Article suivant](#)

30 mai 2012 | *Le Droit* | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdefault@ledroit.com

Brassage de cartes politique à Orléans

L'investiture hâtive d'Andrew Lister à titre de candidat progressiste- conservateur dans la circonscription provinciale d'Ottawa-Orléans marque peut-être le début d'un important brassage de cartes sur la scène politique dans l'est de la capitale, a appris LeDroit.



ETIENNE RANGER, Archives Ledroit

L'investiture d'Andrew Lister a changé la donne politique à Orléans, mettant fin aux aspirations provinciales du conseiller Bob Monette.

Dans un premier temps, la candidature de M. Lister a mis abruptement fin aux aspirations provinciales du conseiller municipal Bob Monette. Jusqu'à tout récemment, l'élu du quartier Orléans laissait entendre qu'il en était à son dernier mandat à l'hôtel de ville d'Ottawa, tout en se gardant une porte ouverte à Queen's Park. Voilà qu'il parle ouvertement de la possibilité qu'il brigue un quatrième mandat municipal en 2014.

« Je sais que j'ai déjà dit que je n'ai pas l'intention de me représenter. Mais la décision m'appartient et je la prendrai avec ma famille d'ici la fin de mon mandat », a fait savoir M. Monette au lendemain de l'investiture de M. Lister, la semaine dernière.

Bob Monette était pressenti par la formation de Tim Hudak pour faire la lutte au député libéral Phil McNeely lors des élections ontariennes de 2011. L'élu municipal s'était d'abord montré « très sérieusement » intéressé avant de décliner l'offre, préférant demeurer à l'hôtel de ville pour faire obstacle à « deux projets domiciliaires menaçant des zones d'emploi qui sont très importantes pour l'avenir d'Orléans ».

Sans le candidat vedette sur lequel ils misaient, les progressistes-conservateurs d'OttawaOrléans

ont pataugé pendant près de six mois avant de mettre la main sur M. Lister, fin août, juste à temps pour le début de la campagne électorale.

Succession chez les libéraux

La prochaine fois, les rôles pourraient être inversés. Si M. Lister est déjà bien en selle, son adversaire libéral, lui, serait loin d'être confirmé.

« Si des élections devaient être déclenchées hâtivement, au cours de la prochaine année, M. McNeely briguerait fort probablement un autre mandat. Mais plus ce gouvernement minoritaire se rapproche de la fin de son mandat, plus les chances sont grandes que M. McNeely tire sa révérence », confie au Droit une source bien au fait du pouls politique d'Orléans. Le conseiller municipal Stephen Blais coifferait la liste des dauphins potentiels du député libéral, selon cette même source.

Le bureau du député McNeely n'a pas donné suite à nos demandes d'entrevue, hier.

De son côté, le conseiller Blais ne ferme pas la porte à un éventuel saut dans l'arène provinciale. Mais pas maintenant, précise-t-il. « Je songerais à y aller si je sentais que je pouvais faire quelque chose à ce niveau-là pour améliorer la qualité de vie de mes concitoyens. »

L'élu du quartier Cumberland dit que ses priorités demeurent pour l'instant d'ordre municipal, qu'il s'agisse d'élargir la route régionale 174 ou d'accélérer le prolongement du futur train léger d'Ottawa à l'est du chemin Blair. Il évite également de montrer à quelle formation politique il adhérerait à Queen's Park.

« J'ai été approché par des représentants des deux partis au cours de la dernière année. C'est une marque de confiance que j'accepte avec humilité. Mais en même temps, j'ai encore beaucoup de travail à faire à l'hôtel de ville. L'est d'Ottawa a été négligé pendant si longtemps », note M. Blais.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

30 mai 2012 | *Le Droit* | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERRE DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

Brouille politique en Ontario sur la question des « écoles tolérantes »

La bonne entente entre libéraux et progressistes-conservateurs de l'Ontario sur la question des « écoles tolérantes » n'aura été que de courte durée.

La députée de l'opposition Lisa MacLeod accuse le gouvernement de Dalton McGuinty de « partisanerie », après que celui-ci eut rejeté « presque tous les changements » qu'elle cherchait à apporter au projet de loi pour faire la lutte à l'intimidation en milieu scolaire.

« C'est clair qu'après toutes leurs exhortations à travailler ensemble, le gouvernement libéral et la ministre de l'Éducation, en particulier, sont incapables de faire abstraction de leur partisanerie mesquine. C'est vraiment triste de voir ce qui se produit. Le gouvernement préfère son projet de loi à ce qui pourrait être la meilleure loi pour les élèves », dénonce la députée de NepeanCarleton et critique de son parti en matière d'Éducation.

Le projet de loi 13 des libéraux et le projet de loi privé 14 des progressistes-conservateurs, déposés le même jour, l'automne dernier, sont présentement à l'étude en comité parlementaire. Les deux partis tentent de les fusionner pour en faire une seule et même loi.

Selon Mme MacLeod, les amendements des progressistes-conservateurs auraient assuré une plus grande transparence grâce à la mise en place de mécanismes de reddition des comptes et de procédures d'enquête à la suite d'incidents se rapportant à l'intimidation.

La ministre de l'Éducation, Laurel Broten, réplique que son gouvernement n'est aucunement partisan lorsqu'il est question d'intimidation dans les écoles. « Je suis très déçue des commentaires de Mme MacLeod. Elle sait très bien que nous avons retenu plusieurs dispositions du projet de loi 14 », affirme-t-elle au Droit. Ces dispositions vont de « la création d'un plan-modèle d'intervention pour les écoles » à l'adoption de « mesures de soutien pour les victimes d'intimidation et leurs agresseurs ».

Soutien aux homosexuels

Mme Broten défend aussi le passage du projet de loi 13 qui obligerait toutes les écoles de l'Ontario à permettre la formation de groupes de soutien pour les élèves homosexuels, retirant du même coup aux directions d'écoles leur droit de regard sur la formation et l'appellation de tels clubs. Des représentants de groupes religieux, y compris l'archevêque catholique de Toronto, Mgr Thomas Collins, dénoncent ces « alliances gaies/hétérosexuelles », accusant le gouvernement d'aller trop loin et de manquer de respect pour leurs valeurs.

La ministre de l'Éducation dit qu'il « n'y a rien dans ce que propose le gouvernement qui ne s'applique pas aussi aux écoles catholiques ». La future « Loi pour des écoles tolérantes » doit protéger tous les élèves et les immuniser contre la discrimination et l'homophobie, ajoute-t-elle. « Nous avons écouté la voix des élèves. Ceux-ci nous disent qu'ils veulent des groupes de soutien pour les aider à s'épanouir dans leurs écoles ».

Plus de 60 % des élèves ontariens disent avoir été témoins d'intimidation à l'endroit de camarades homosexuels.

Vendredi dernier, le gouvernement minoritaire de M. McGuinty a conclu un accord avec le Nouveau Parti démocratique pour permettre l'adoption d'une loi à temps pour la prochaine rentrée scolaire. « Ceux qui travaillent avec les élèves nous demandent d'agir depuis longtemps pour contrer l'intimidation », presse Mme Broten.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Article précédent

Article suivant

30 mai 2012 | *Le Droit* | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

Élections Canada emménagera à Gatineau

Élections Canada s'apprête à dépenser près de 20 millions \$ pour déménager à Gatineau, dans l'un des nombreux édifices gouvernementaux actuellement en construction au centre-ville.



PATRICK WOODBURY, Ledroit

L'édifice en construction au 30, rue Victoria accueillera entre autres Élections Canada et Parcs Canada.

D'ici l'été 2013, l'agence gouvernementale quittera les bureaux qu'elle occupe dans sept différents édifices d'Ottawa pour regrouper ses activités sous un seul toit, cette fois du côté de Gatineau, a indiqué hier le directeur général des élections Marc Mayrand, devant un comité parlementaire.

Les employés d'Élections Canada devraient être relocalisés au 30, rue Victoria, un nouvel édifice en construction situé au centre-ville de Gatineau.

Parcs Canada, le Commissariat à la protection de la vie privée et le Commissariat à l'information déménageront également dans le nouvel édifice, tout comme la direction de la conservation du patrimoine de Travaux publics et services gouvernementaux Canada.

« Tous nos employés seront regroupés aux 30 Victoria. Tout ce qui restera du côté d'Ottawa, c'est notre entrepôt qui contient le matériel employé en période électorale », soutient Diane Benson, porte-parole d'Élections Canada.

Prévu depuis longtemps

Selon Mme Benson, le déménagement était prévu bien avant le présent exercice de compressions budgétaires, mais celui-ci a poussé Élections Canada à étudier les possibilités de partager certains services avec les futurs locataires du 30 Victoria.

« (Les commissaires à la protection de la vie privée et à l'information) auront leurs bureaux au même endroit que nous, et nous étudions la possibilité de mettre en commun certains services comme la sécurité, les aires d'accueil, le courrier et la gestion des salles de réunion », dit-elle.

L'édifice Jackson, un bâtiment situé à l'angle des rues Bank et Slater et qui abrite à l'heure actuelle le quartier général d'Élections Canada, doit être désaffecté au cours des prochaines années.

« Nous sommes éparpillés aux sixième et septième étages de l'édifice Jackson, en plus d'avoir des bureaux au coin de la rue, ou un bloc plus loin. Jusqu'à maintenant, on utilisait les espaces qui étaient disponibles. Ce n'était pas idéal », souligne la porte-parole.

Le déménagement devrait également permettre à l'agence responsable de la tenue des élections et des référendums fédéraux d'économiser de l'argent à long terme, mais il a été impossible d'en savoir davantage sur ces économies, hier.

« Évidemment, le déménagement au 30 Victoria va occasionner des coûts », souligne Mme Benson.



Selon les estimations de Travaux publics, la facture s'élèvera à 19,8 millions \$.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | *30 May 2012* | *Ottawa Citizen* | *OTTAWA CITIZEN*

Mature government offers plan for the future,

A common critique of democracy is that it encourages governments to focus only on the next election, because politics will always trump policy. So it's heartening to see the Conservative government crafting policies with future generations in mind, policies that are not ad hoc vote-grabbers but elements of a coherent plan for Canada's economy. As the results of the 2011 census show, Canada's demographics are shifting, mainly because of our relatively low fertility rate and relatively long lifespans. For the first time, there are more people in Canada approaching retirement age than entering the labour force. The proportion of seniors is at a record high of almost 15 per cent. Even so, Canada's population is one of the youngest in the G8. But Canada had a big baby boom, and most boomers haven't yet entered retirement age. The biggest changes are still to come.



FRANK GUNN, THE CANADIAN PRESS

The federal government has concentrated on policies that address Canada's aging population.

Everyone has known these changes were coming, for a long time now. Everyone has known that these changes must have significant effects on almost every aspect of the economy and the public purse, including our labour force, our social services and our healthcare system.

But knowing isn't the same as actually doing something about it. To their credit, the Conservatives have started to act. They are making changes to employment insurance and to old-age security. Immigration Minister Jason Kenney is trying to position Canada to accept more immigrants and make better use of their skills.

Not everyone will agree with the particular policies the government has proposed or enacted on these files; this editorial board has taken issue with several. A solution can sometimes create more

problems than it solves, and none of these changes should happen without full disclosure and discussion of the facts, particularly in Parliament.

Still, because the Conservatives have put their ideas on the table, it's no longer enough for critics to simply point out flaws in their policies. Given the demographic realities, any opposition party must be prepared to counter with its own plans.

There are some areas in which the Conservatives have not yet adopted a long-term view. One is health care. So far, they seem content to let the provinces struggle with that challenge, and there is some merit in that approach. The provinces are nimbler and better placed to experiment.

But by far the biggest gap in the Conservative's vision is the environment. The longer Canada sticks its head in the sand and ignores climate change, the further behind its economy will get, and the more difficult the changes will be once some Canadian government finally accepts that there has to be a price on carbon. Canadian companies want a level playing field and incentives to innovate.

It's also difficult to create good policy without good data. This is the government that cancelled the mandatory longterm census, that has shown irrational suspicion of environmental research.

As more and more elements come into place, this looks more like a confident and mature majority government with a vision of Canada. But there are still a few big pieces of the puzzle missing.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

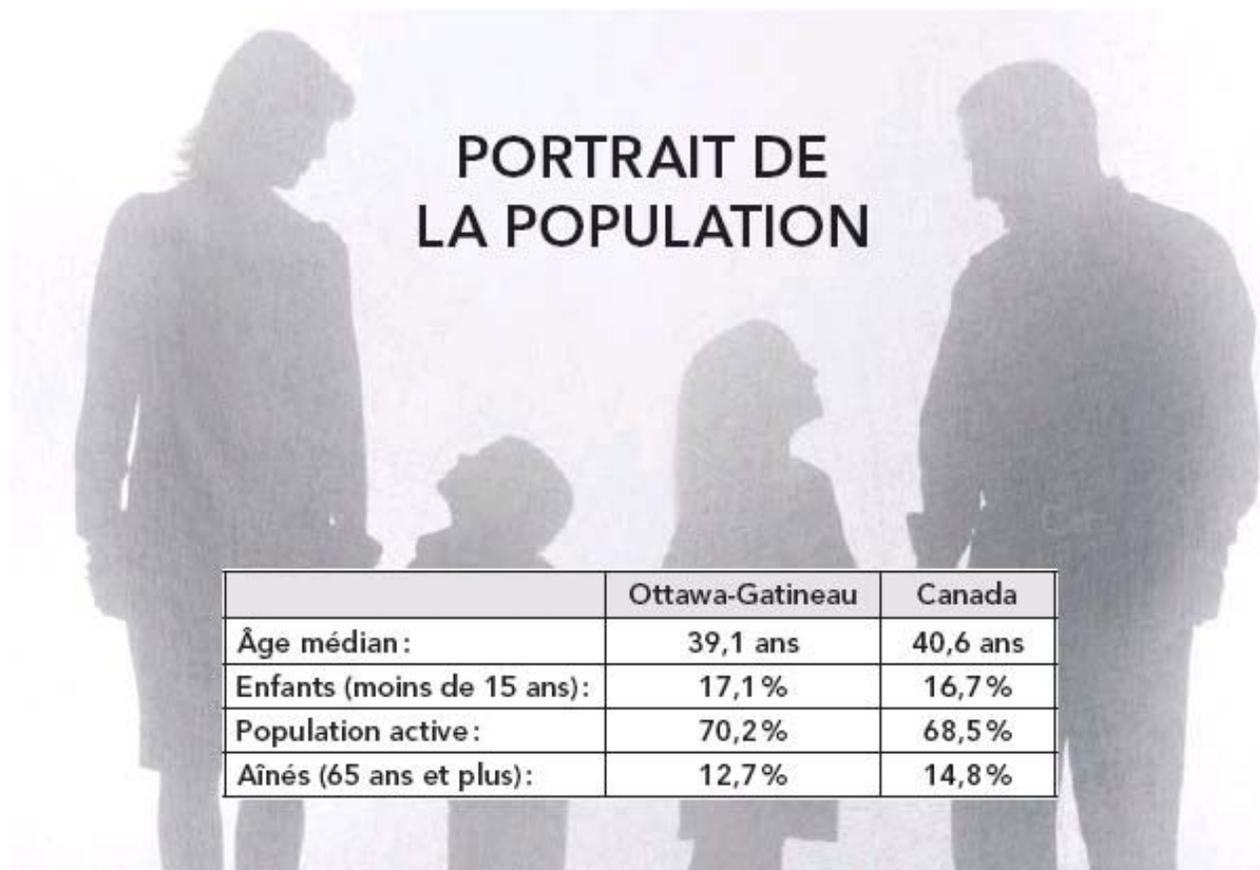
[Article précédent](#)[Article suivant](#)

30 mai 2012 | *Le Droit* | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com Ottawa-gatineau 39,1 ans 17,1 % 70,2 % 12,7 % Canada 40,6 ans 16,7 % 68,5 % 14,8 %

Ottawa-gatineau, paradis des jeunes

Selon les données du recensement 2011

Les jeunes familles sont nombreuses à choisir Ottawa-Gatineau pour y vivre, tout comme les personnes en âge de travailler, révèlent les données du plus récent recensement diffusées hier par Statistique Canada.



Statistique Canada a noté une augmentation assez importante du nombre d'enfants de 0 à 4 ans depuis 2006 à l'échelle du pays, et Ottawa-Gatineau ne fait pas exception à la règle.

« C'est significatif. Cette tranche d'âge a connu une augmentation de 14,7 % à Ottawa-Gatineau, contre 11 % à l'échelle nationale », précise Johanne Denis, directrice de la division de la démographie.

Les résidents de la région d'Ottawa-Gatineau sont moins âgés que ceux de l'ensemble du Canada. Avec un âge médian de 39 ans, la population de la région de capitale nationale est légèrement plus jeune que celle de l'ensemble du pays, qui est âgée de 40,6 ans.

La population de l'Outaouais est par ailleurs plus jeune (à 38,9 ans) que celle d'Ottawa et des municipalités ontariennes situées en périphéries (médiane de 39,2 ans).

« On explique (la jeunesse relative de la population) par le fait que la situation économique d'Ottawa-Gatineau est assez bonne », souligne Mme Denis.

Les banlieues plus jeunes

La plupart des secteurs de recensement en périphérie du coeur urbain d'Ottawa et de Gatineau présentent des proportions d'enfants âgés de 14 ans et moins au-dessus de la moyenne nationale, qui se situe à 16,7 %.

En revanche, les secteurs urbains des deux municipalités comptent de fortes proportions de personnes âgées. Bon nombre de ces secteurs ont affiché de faibles taux de croissance démographique entre les recensements de 2006 et 2011.

« Les secteurs comme Cantley, Val-des-Monts, Kanata, Barrhaven ou Aylmer comptent beaucoup de jeunes familles. On voit à Ottawa-Gatineau un phénomène d'étalement urbain, où les jeunes familles vont s'établir plus en bordure des régions, alors que les personnes âgées vivent plus au centre, peut-être parce qu'il y a plus de services adaptés à leurs besoins », analyse Mme Denis.

À l'échelle du pays, la population se fait vieillissante. Entre les recensements de 2006 et de 2011, la proportion de Canadiens âgés de 65 ans et plus est passée de 13,7 % à 14,8 %.

Précisons que l'« âge médian » est l'âge qui divise la population d'un pays ou d'une région en deux groupes égaux, la moitié étant plus jeune, l'autre, plus âgée.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)[Article suivant](#)30 mai 2012 | *Le Droit* | *Citation tirée du film

Lâche pas mon Gérard

Un résident de SaintMajorique, dans le coin de Drummondville au Québec, a cru bon me faire parvenir une copie d'une lettre qu'il a rédigée à l'intention de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, Michelle Courchesne.

Je vous résume sa missive écrite à la main.

Gérard (je vais taire son nom de famille) est arbitre au hockey depuis plus d'un quart de siècle. Il arbitre aussi des matches de balle-molle l'été, mais il se dit surtout arbitre au hockey, et ce, depuis 1984.

Auparavant, il était joueur de hockey. Non, ne cherchez pas son nom dans les archives de la Ligue nationale de hockey (LNH), vous ne le trouverez pas. La carrière de hockeyeur de Gérard s'arrête à...

Tenez. Voici un passage de son « curriculum vitae sportif » qu'il a joint à sa lettre à la ministre :

« De 1964 à 1970 : Hockey extérieur à Saint-Majorique.

« 1970-1971 : Joueur ailier pour Saint-Majorique dans la ligue de hockey inter-paroissiale ».

Et voilà pour la carrière de joueur de Gérard. Six ans de hockey sur la patinoire extérieure de Saint-Majorique. Un an de hockey dans la prestigieuse ligue inter-paroissiale de Drummondville.

Il a cependant rechaussé les patins de 1975 à 1984 pour se joindre à l'équipe du Bar Odilon dans la ligue de garage de Saint-Majorique, ainsi qu'au club de hockey extérieur Les Pas Frileux.

Il est devenu arbitre au hockey en 1984 et, jusqu'à tout récemment, il arbitrait des matches de hockey-balle, toujours à SaintMajorique.

Mais je reviens à sa lettre adressée à la ministre Michelle Courchesne. Pourquoi Gérard s'adresse-t-il à elle ? Que lui demande-t-il ? Voici des extraits de sa lettre : « Madame, «La présente concerne le suivi de mon statut d'arbitre au hockey. Un résumé vous est envoyé car c'est anormal de ne pas recevoir les résultats de mon stage 2011-2012, de ne pas arbitrer au hockey mineur alors que j'arbitre dans d'autres sports, et de devoir passer par l'accès à l'information.

« De plus, il y a absence de suivi crédible par l'Association des arbitres de hockey de Drummondville, de Hockey Estrie, de Hockey Québec et de Hockey Canada, dont l'un de leurs administrateurs, Gilles Courteau de la LHJMQ, reste muet. Le cas fut soumis à Sports Québec et Regroupement Loisirs Québec, mais aucune réponse !

« Pourriez-vous intervenir dans ce cas de statut d'arbitre de hockey, tout comme réadhérer le club de marche Les Périmarqueurs auprès de la Fédération québécoise de la marche dont j'attends une réponse. « Il faut intervenir. Merci. — Gérard Fréchette, SaintMajorique ».

Cette lettre est l'histoire d'un homme poigné. Un homme qui se sent tellement opprimé et rejeté par les associations sportives de son patelin qu'il en a développé une obsession. Le monde – le vrai monde – n'existe plus pour Gérard. Les nouvelles, voire l'actualité, n'importe plus pour lui. Et la Terre ne tournera plus tant et aussi longtemps qu'il n'aura pas retrouvé son gilet zébré.

Gérard veut tellement arbitrer, il est tellement poigné dans son petit monde, qu'il s'adresse en désespoir de cause à la ministre de l'É-DU-CA-TION. Comme si cette dernière n'avait pas d'autres chats à fouetter par les temps qui courent...

Croit-il vraiment que la ministre Courchesne se penchera sur son cas ? Imaginez la scène à Québec si elle le faisait :

« Chers étudiants, dirait la ministre Courchesne, je dois quitter la table. J'ai un grave problème à régler à Saint-Majorique et je n'ai plus le temps de négocier avec vous. Continuez à descendre dans la rue si vous le voulez, bloquez tous les ponts de Montréal si le coeur vous en dit, moi, j'ai un arbitre à réintégrer dans la ligue de garage du Bar Odilon. » Pauvre Gérard... Pourquoi n'arbitre-t-il plus ? Pourquoi toutes les associations de hockey auxquelles il s'adresse l'ignorent ? A-t-il commis une gaffe monumentale sur la glace ? A-t-il eu une altercation avec un joueur ? Un partisan ? Un parent ? Je n'en sais rien. Et pourquoi a-t-il décidé de transmettre sa lettre à un quotidien d'Ottawa ? Aucune espèce d'idée non plus.

Mais si j'étais résident de SaintMajorique et que je connaissais Gérard, j'irais le voir pour lui dire de respirer par le nez et de passer à autre chose.

Bref, je lui dirais : « T'es en santé, t'es pas mort, lâche pas mon Gérard...* »



[Back to Dispute over 'gay-straight alliances' sparks church-versus-state showdown](#)

Dispute over 'gay-straight alliances' sparks church-versus-state showdown

May 28, 2012

Rob Ferguson

Taxpayer funding of \$7 billion a year for separate schools is erupting as a flashpoint as defiant Catholic officials fight a Liberal government push for student anti-homophobia clubs to be called "gay" if teens wish.

The opposition came Monday from the Catholic archbishop of Toronto, Cardinal Tom Collins, who accused Premier Dalton McGuinty's minority administration of making "religious freedom . . . a second-class right."

Using the word "gay" in the name of supportive clubs is going too far under Ontario's proposed new anti-bullying law, added Marino Gazzola, chair of the [Ontario Catholic School Trustees' Association](#).

"In our view the word itself is a distraction," he said.

"We want the focus to be on more than just one thing, more than just the sexuality of the student. We want the focus to be on the entire student."

The church-versus-state showdown was sparked by an amendment from Education Minister [Laurel Broten to the anti-bullying bill](#), closing a loophole that gave schools veto power over club names.

Progressive Conservatives said it's a thinly veiled attempt to undermine the \$7 billion a year that Catholic schools get from Ontario taxpayers — almost one-third the annual education budget.

"The government has decided in this case that they want to be aggressive, they want to provoke the Catholic education system for whatever reason," Tory MPP Lisa MacLeod (Nepean-Carleton) told reporters.

"Catholic school board trustees . . . are worried this is going to cause the de-funding of their system."

Broten said that is "absolutely not" the case but maintained separate schools must follow the law as "we root out discrimination of all kinds, whether it's racism, whether it's misogyny, whether it's homophobia.

"Our Catholic schools are public schools . . . every single one of our schools, whether Catholic or public, must be safe and accepting places for all of our students."

It is not "radical" for a gay club to have the word "gay" in the name, Broten insisted, noting the New Democrats and the Ontario English Catholic Teachers Association support her position.

Collins disagreed with the use of the word "gay" and pleaded in a three-page statement: "We simply ask that diversity be respected in our society."

"I don't know if Draconian's the word, this gives the student remarkable authority."

The battle shows it's time to scrap Catholic school funding in favour of a single, secular public school system that could save taxpayers as much as \$1.5 billion a year, said Green Party Leader Mike Schreiner.

"Is it fair we fund one religious school system at the expense of all others?" he asked, citing a 1999 United Nations finding that Ontario was violating the International Covenant on Civil and Political Rights.

Catholic school boards said they'll look for ways to fight back should the amendment [on gay clubs](#) be passed.

"We'll have to review and reassess our options," Gazzola said during a 20-minute conference call with the media.

"If the legislation passes, we expect our boards will obey but that still leaves us options to look at," he added, refusing to comment on the prospects of a court challenge.

Broten said gay, lesbian, bisexual and transgender students get special mention in her bill because they are at increased risk of bullying and a message needs to be sent that this will not be tolerated.

With files from Louise Brown

[Previous Story](#)[Next Story](#)*Article rank* | *30 May 2012* | *Ottawa Citizen*

Increase fees, minimally

Re: Students deserve a fair hearing, May 29. Daniel Weinstock is mostly grabbing at straws in trying to legitimize the Quebec student behaviour of recent months.

At a time when countries around the world are having to take drastic action in their fiscal and monetary policies, and tens of thousands of people have lost jobs and homes, there is little sympathy for the purported "causes" of Quebec students.

What I would simply like to throw into the mix for Weinstock's consideration is the matter of federal transfer equalization payments. This is the federal program for addressing fiscal disparities among provinces, and enabling less prosperous provinces to provide their residents with public services that are reasonably comparable to those in other provinces, at reasonably comparable levels of taxation.

Of the six provinces receiving those payments for 2012-'13, Quebec receives the most at \$7.391 billion followed by Ontario at \$3.261 billion (for decades, Ontario was a "have" province and helped to support other provinces). The other four trail significantly. (See the Department of Finance website — Federal Transfers to Provinces and Territories). So yes, I am in favour of Quebec minimally increasing its student fees, so that taxpaying parents in other provinces will be subsidizing Quebec students to a lesser extent, as well as paying for the much higher education costs of their own children.

I am sure that students outside of Quebec having to work two and three jobs to put themselves through college or university would jump at the chance to pay Quebec's proposed fees.

JAMES HARVEY,
Orléans

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)[Next Story](#)